



Territoire et espace dans la théorie économique en Allemagne, 1750-1820

Author(s): Guillaume Garner

Source: *Revue d'histoire moderne et contemporaine* (1954-), T. 48e, No. 2/3 (Apr. - Sep., 2001), pp. 25-50

Published by: [Societe d'Histoire Moderne et Contemporaine](#)

Stable URL: <http://www.jstor.org/stable/20530684>

Accessed: 07/05/2014 20:00

Your use of the JSTOR archive indicates your acceptance of the Terms & Conditions of Use, available at <http://www.jstor.org/page/info/about/policies/terms.jsp>

JSTOR is a not-for-profit service that helps scholars, researchers, and students discover, use, and build upon a wide range of content in a trusted digital archive. We use information technology and tools to increase productivity and facilitate new forms of scholarship. For more information about JSTOR, please contact support@jstor.org.



Societe d'Histoire Moderne et Contemporaine is collaborating with JSTOR to digitize, preserve and extend access to *Revue d'histoire moderne et contemporaine* (1954-).

<http://www.jstor.org>

Penser l'espace

Territoire et espace dans la théorie économique en Allemagne, 1750-1820

Guillaume GARNER

Les mercantilistes européens ont depuis le xvii^e siècle considéré les espaces politique, juridique, économique et même culturel comme identiques : les notions d'État, de territoire, de marché et de nation sont par conséquent équivalentes¹. Cette concordance de différents types d'espaces est nette en France, où elle trouve son application dans la politique menée à l'époque de Louis XIV, mais également en Angleterre. Au cours du xviii^e se produit cependant une différenciation de ces différents espaces, en relation avec l'émergence du concept de marché comme principe organisateur de la vie économique et sociale. En Allemagne, la théorie économique a placé dès sa naissance, aux xvii^e et xviii^e siècles, l'espace au centre de ses réflexions. Elle s'intéresse plus précisément à la notion politique et juridique de territoire, qui peut être défini comme la portion d'espace placée sous l'autorité d'un État². Or, le thème des rapports entre discours économique et espace ou territoire a été largement négligé par l'historiographie allemande, alors qu'il nous semble fournir une clé d'interprétation permettant de comprendre la transition du mercantilisme au libéralisme. Nous partirons donc de l'hypothèse formulée par Pierre Rosanvallon selon laquelle « c'est moins l'opposition entre dirigisme et laisser-faire que la distinction entre espace de marché et territoire politique qui marque la véritable rupture entre le mercantilisme et le libéralisme »³. La pensée économique libérale française et anglaise tend ainsi à donner la priorité à « l'espace de marché », c'est-à-dire à un espace économique défini par les

1. Pierre ROSANVALLON, *Le libéralisme économique. Histoire de l'idée de marché*, Paris, Seuil, 1989, p. 113 (1^{re} édit. 1979, sous un titre différent : *Le capitalisme utopique*).

2. C'est la définition qu'en donnent les dictionnaires allemands de l'époque des Lumières, notamment le plus célèbre d'entre eux, édité par ZEDLER, *Grosses vollständiges Universal-Lexicon aller Wissenschaften und Künste...*, art. « Territorium », vol. 42, Halle, Leipzig, 1744, col. 1139.

3. P. ROSANVALLON, *Le libéralisme économique...*, *op. cit.*, p. 90.

mécanismes du marché⁴ et est affectée selon Bernard Lepetit par un processus de « déterritorialisation »⁵ : la façon dont ce processus a touché l'Allemagne, ses modalités et ses hésitations éventuelles sont l'objet de cette étude. L'analyse de la représentation de l'espace dans le discours économique peut ainsi permettre de comprendre le passage du mercantilisme au libéralisme et les spécificités de ces deux courants intellectuels en Allemagne.

ESPACE ET TERRITOIRE DANS LES SCIENCES CAMÉRALES

La « science économique » naît et se développe dans l'espace allemand aux XVII^e et XVIII^e siècles sous une forme spécifique, que n'ont pas connue les autres pays d'Europe occidentale tels que la France ou l'Angleterre ; elle se présente en effet sous la forme d'une trilogie regroupant l'économie (« Ökonomie », entendue initialement comme science de la gestion domestique au sens aristotélicien), la police qui, au-delà du maintien de l'ordre public, englobe très vite l'administration de la vie économique d'un territoire⁶, et les finances publiques. Cette trilogie définit les sciences camérales (ou le caméralisme). Dans leur contenu économique, celles-ci reprennent largement les postulats et les objectifs du mercantilisme européen et placent donc l'intervention de l'État dans la vie économique au centre de leur réflexion⁷.

Des sciences utilitaires

Deux raisons principales font du territoire une catégorie centrale dans les sciences camérales. D'une part, aux XVII^e et XVIII^e siècles, l'Empire est politiquement morcelé et ne constitue pas un État-nation centralisé, comme c'est le cas de la France ou de l'Angleterre. Ce morcellement est également économique, notamment monétaire et douanier, d'autant plus que les conditions de transport sont mauvaises. D'autre part, la Guerre de Trente Ans, en raison de ses conséquences catastrophiques, rend nécessaire un redressement démographique et économique des différents territoires de l'Empire. Ce redressement

4. *Ibid.*, p. 89.

5. Bernard LEPETIT, *Les villes dans la France moderne (1740-1840)*, Paris, Albin Michel, 1988, p. 371-372.

6. Dans les années 1730, les caméralistes allemands donnent à ce terme la même signification que Delamare, dont le *Traité de la police* est d'ailleurs souvent cité. À partir du milieu du XVIII^e siècle, cette référence est abandonnée, car le terme a vu sa signification s'étendre : avec Justi, la police englobe des questions de politique économique que Delamare ne traitait pas (par exemple la politique manufacturière).

7. La littérature sur les sciences camérales est abondante ; une mise au point est fournie par Erhard DITTRICH, *Die deutschen und österreichischen Kameralisten*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft 1974. L'ouvrage de référence le plus récent est celui de Keith TRIBE, *Governing Economy. The Reformation of German Economic Discourse (1740-1840)*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988. Le thème a en revanche été négligé par les historiens français ; une présentation générale du caméralisme est fournie par Jean MEYER, *Le despotisme éclairé*, Paris, PUF, 1991, p. 30-33. Elle a le mérite de mentionner l'influence de la philosophie de Christian Wolff sur les sciences camérales.

est pris en charge par les rois et les gouvernements de ces territoires que les Traités de Westphalie ont en grande partie émancipés de la tutelle de l'Empereur en leur reconnaissant la supériorité territoriale (*Landeshoheit*), leur objectif étant de favoriser l'essor de la population, des activités agricoles et industrielles.

Il convient en outre de tenir compte des rivalités commerciales entre les différents pays d'Europe occidentale; l'essor du commerce transatlantique risque de placer les territoires allemands dans une situation de dépendance économique par rapport à l'Angleterre, la France ou l'Espagne et de les rejeter en marge de ces courants d'échanges qui sont de plus en plus orientés dans une direction est-ouest et non plus sud-nord (F. Braudel) : ce renversement des courants d'échange est illustré par le déclin des grandes villes marchandes d'Allemagne du Sud et de la Hanse et rend nécessaire une politique de développement économique.

Les sciences camérales ont dans ce contexte pour rôle d'élaborer des programmes de politique économique et de former les administrateurs chargés de les appliquer. Il s'agit donc d'une science utilitaire, dans laquelle les auteurs ne séparent pas l'analyse des phénomènes économiques et la formulation de propositions concrètes de politique économique. Cette imbrication des dimensions analytique et prescriptive du discours économique, plus nette chez les caméralistes allemands que chez les mercantilistes français ou anglais, n'est cependant pas étonnante dans la mesure où la « science économique » ne s'est pas encore constituée en discipline autonome : le discours caméral est par conséquent empreint d'une très forte dimension politique. Le but poursuivi est de structurer économiquement les territoires allemands afin d'encourager l'apparition de « marchés nationaux »⁸. Ce rôle étant assigné à l'État, les sciences camérales s'attachent plus à la notion concrète et juridique de territoire qu'à celle, plus abstraite, d'espace.

Cette discipline connaît une période d'essor consécutif à la Guerre de Trente ans, au cours de laquelle trois économistes, Becher, Hornigk et Schröder définissent le cœur de leur contenu économique. Elle devient ensuite une discipline universitaire qui connaît son apogée à partir des années 1730-1740 et jusqu'à la fin du XVIII^e siècle; les premières chaires sont fondées en 1727 (Halle et Francfort/Oder) par Frédéric-Guillaume I^{er}; la Prusse fait figure dans ce domaine de pionnière car elle a une superficie et une cohésion géographique qui lui permettent d'entreprendre une politique économique cohérente. Les motivations du « roi-sergent » sont en outre plus immédiates dans la mesure où celui-ci recherche également une augmentation de ses revenus fiscaux et domaniaux lui permettant d'avoir les moyens financiers de ses ambitions militaires.

8. Sur cette problématique en Europe, voir Fernand BRAUDEL, *Civilisation matérielle, Économie et Capitalisme*, Paris, Armand Colin, tome 3 : *Le Temps du Monde*, 1979, p. 244 sq.

Les sciences camérales font tourner toutes leurs propositions autour d'un principe : la nécessité de faire concorder le bonheur général et le bonheur individuel⁹, ce qui permet l'affirmation de la puissance de l'État. Le prince doit être à travers sa politique économique et son action administrative l'artisan de cette harmonie ; dès le milieu du XVIII^e siècle, les sciences camérales apparaissent donc comme l'un des piliers de l'absolutisme éclairé¹⁰.

Il convient, avant d'étudier la façon dont les caméralistes entendent, par leurs propositions de politique économique, développer les territoires allemands, d'examiner en quoi le territoire est une catégorie essentielle de leur discours économique, ce qui pose la question des échelles auxquelles se déploie ce discours.

Les échelles du discours économique des sciences camérales

Les premiers manuels universitaires de sciences camérales font apparaître l'existence de trois échelles d'analyse. Tout d'abord, l'échelle locale renvoie principalement à la production, qu'elle soit agricole (l'exploitation ou la seigneurie), minière, artisanale ou industrielle (l'artisanat, la fabrique ou la manufacture) ; cette échelle concerne essentiellement l'agent producteur considéré isolément, celui-ci pouvant être un individu ou l'État, en particulier par le biais de ses possessions domaniales : les caméralistes sont cependant très sceptiques vis-à-vis de l'utilité de ces domaines¹¹, de même qu'ils sont quasiment unanimes à préconiser une abstention de l'État dans le domaine de la production industrielle, à quelques exceptions près (le lancement d'une manufacture dans un secteur d'activités nouveau), exceptions qui doivent d'ailleurs toujours être provisoires. Cette échelle concerne essentiellement l'économie, qui ne s'intéresse plus seulement à la gestion du ménage, mais plus généralement à l'agent producteur (propriétaire ou exploitant agricole, atelier artisanal, manufacture...). À cette échelle intervient également la police, chargée de contrôler le fonctionnement de ces cellules productives, et de contribuer à leur développement.

En second lieu, l'échelle territoriale s'attache aux relations qui se nouent entre ces différents agents économiques. Ce faisant, elle fait également intervenir les commerçants et l'État. En ce qui concerne le commerce, certains auteurs (par exemple Sonnenfels) procèdent à une partition explicite de l'activité du commerce, selon qu'elle vise le marché intérieur ou extérieur. Quant à

9. Le terme allemand employé est celui de *Glückseligkeit*, qui a une dimension spirituelle ; aussi la traduction la plus exacte est-elle fournie par le terme de « félicité ».

10. K. TRIBE, *Governing Economy...*, *op. cit.*, p. 40 sq.

11. Sonnenfels publie par exemple, en 1773, un article intitulé « Von der Verwandlung der Domänen in Bauerngüter » (« De la transformation des domaines en fermes paysannes ») : voir Karl-Heinz OSTERLOH, *Joseph von Sonnenfels und die österreichische Reformbewegung im Zeitalter des aufgeklärten Absolutismus*, Lübeck, Hambourg, Matthiesen Verlag, 1970, p. 84. La position de Pfeiffer sur ce sujet est identique : voir August Friedrich NAPP-ZINN, *Johann Friedrich Pfeiffer und die Kameralwissenschaften an der Universität Mainz*, Mayence, F. Steiner, 1955, p. 77-78.

l'État, il se voit assigné un rôle de mise en relation de ces acteurs, essentiellement selon deux modalités : le crédit et le secteur bancaire en général d'une part, les transports (des hommes et des marchandises) d'autre part. Son rôle est aussi de soutenir et en même temps d'encadrer ces agents de mise en relation (entre producteurs, entre producteurs et consommateurs) que sont les commerçants.

Cette échelle territoriale s'avère très difficile à distinguer d'une échelle intermédiaire qui serait celle des relations villes-campagnes (relation A). Elle intègre cependant d'autres types de relations économiques : des relations campagnes-campagnes (relation B), concernant notamment l'approvisionnement des campagnes en bois (c'est-à-dire des relations régions forestières-régions agricoles) ; les relations de ville à ville (relation C), qui renvoient essentiellement aux circuits entre une ville productrice de biens artisanaux ou industriels et une ville portuaire. Leur importance dépend du degré de spécialisation des activités économiques envisagé pour chaque ville, les caméralistes établissant assez souvent une typologie fonctionnelle calquée sur celle élaborée par Justi¹². Il faut cependant souligner que la relation A n'est pas distinguée des relations B et C, d'une part en raison de la taille modeste de la plupart des territoires de l'Empire, d'autre part en raison de la nature du discours économique élaboré par les caméralistes. Les dénivellations spatiales touchant les prix en sont un bon exemple : celles-ci sont attribuées à des causes identiques, l'argumentaire étant structuré par l'idée que la distance est un facteur de surcoûts, idée qui n'est pas nuancée en fonction du moyen de transport, du volume ou de la valeur du bien à transporter. Les mesures préconisées pour lutter contre les effets négatifs de ces dénivellations spatiales sont par conséquent identiques : il s'agit d'irriguer le territoire par un réseau de transport performant, afin de réduire ces surcoûts engendrés par la distance.

Cette apparente pauvreté analytique, en comparaison avec les théories élaborées par exemple par Boisguilbert ou Cantillon, a le mérite de permettre aux caméralistes de satisfaire leur finalité normative, car elle débouche directement sur l'élaboration d'un programme de politique économique simple et cohérent, visant à structurer le territoire de l'intérieur par la mise en place d'infrastructures de transports performantes.

Dernière échelle, l'échelle internationale renvoie aux relations commerciales avec les autres États. Les caméralistes reprennent les postulats du mercantilisme, selon lesquels le stock mondial de richesses est limité, ce qui fait du commerce international un jeu à somme nulle, toute augmentation des exportations de biens se faisant aux dépens de la production dans un autre pays. Le circuit international est bel et bien différencié du circuit national : la frontière garde toute sa pertinence pour la perception des flux commerciaux. C'est l'un

12. Johann Heinrich Gottlob von JUSTI, *Grundfeste der Macht und Glückseligkeit der Staaten oder ausführliche Vorstellung der gesamten Polizeiwissenschaft*, Königsberg, Leipzig, vol. 1, 1760, p. 309-313.

des critères que retiennent les recherches récentes pour distinguer le mercantilisme du libéralisme¹³. De ce point de vue, il semble pour le moins contestable de faire des caméralistes des « précurseurs » du libéralisme économique¹⁴ et Boisguilbert est bien plus « libéral » que Justi ou Sonnenfels. En cela, la pensée économique de Justi n'est pas réellement caractérisée par l'évolution « libérale » qu'Horst Dreitzel discerne dans ses conceptions politiques¹⁵. Cet attachement aux principes mercantilistes est illustré par la réticence des caméralistes à envisager les exportations de céréales, celles-ci étant subordonnées à la couverture préalable des besoins frumentaires du pays.

À partir de la fin des années 1750 (c'est-à-dire de la publication des manuels de Justi), l'échelle territoriale tient une place croissante dans les sciences camérales, et ce dans leurs trois disciplines constitutives¹⁶. Cette constatation s'impose au sein de la science de la police, ce qui est logique puisque cette discipline vise essentiellement à exposer les propositions de politique économique. Mais elle vaut également pour l'économie, initialement entendue comme économie domestique au sens aristotélicien du terme et où pour cette raison l'échelle locale reste prédominante, ainsi que pour la science de la finance ; celle-ci est au départ centrée sur une échelle micro-économique, c'est-à-dire sur l'exploitation des ressources domaniales et régaliennes du prince. Or, c'est une amplification des préoccupations d'ordre macro-économique, donc un recours de plus en plus fréquent à l'échelle territoriale, qui se manifeste. Ce recours est possible dès lors que le bonheur collectif devient prioritaire sur celui du prince, c'est-à-dire sur ses revenus qui ne constituent plus qu'un but secondaire de la science de la finance¹⁷. L'analyse des droits régaliens le montre bien : l'exploitation des droits régaliens sur la poste (*Post-Regal*) ou les canaux (*Wasser-Regal*) est ainsi guidée par l'objectif de développement du réseau de communication au sein du territoire¹⁸. Ce recours

13. P. ROSANVALLON, *Le libéralisme économique...*, op. cit. ; Alain BÉRAUD et Gilbert FACCARELLO (dir.), *Nouvelle histoire de la pensée économique*, Paris, La Découverte, vol. 1, 1992, p. 111-114.

14. Comme le fait Uwe WILHELM, « Das Staats- und Gesellschaftsverständnis von J.H.G. von Justi: ein Beitrag zur Entwicklung des Frühliberalismus in Deutschland », *Der Staat*, vol. 30, 1990, p. 415-441 ; « Staat, Gesellschaft und Nation im Denken Johann Friedrich Pfeiffers (1718-1787) », *Historisches Jahrbuch*, vol. 115, 1995, p. 125-152 ; *Der deutsche Frühliberalismus: von den Anfängen bis 1789*, Francfort/Main, Peter Lang, 1995.

15. Voir Horst DREITZEL, « Justis Beitrag zur Politisierung der Aufklärung », in Hans Erich BÖDEKER et Ulrich HERRMANN (dir.) : *Aufklärung als Politisierung-Politisierung der Aufklärung*, Hambourg, Felix Meiner, 1987, p. 158-177.

16. Voir par exemple J. H. G. von JUSTI, *Grundfeste zu der Macht und Glückseligkeit der Staaten...*, op. cit., et Joseph von SONNENFELS, *Grundsätze der Polizey – Handlungs – und Finanzwissenschaft*, 3 vol., Vienne, 3^e édit., 1771-1778 (1^{re} édit. 1765-1771) : le titre du manuel de Sonnenfels (qui a fait référence dans les universités autrichiennes jusque dans la première moitié du XIX^e siècle), est intéressant, car il substitue à l'*Ökonomie*, science traditionnelle de l'économie domestique centrée sur l'échelle locale, le terme de commerce (*Handlung*) qui concerne, lui, l'échelle territoriale.

17. Voir par exemple J. H. G. von JUSTI, *Staatswirtschaft, oder systematische Abhandlung aller ökonomischen und Cameralwissenschaften, die zur Regierung eines Landes erfordert werden*, Leipzig, 2^e édit., 1758 (1^{re} édit. 1755), tome 2, p. 130.

18. Voir J. H. G. von JUSTI, *Staatswirtschaft*, op. cit., vol. 2 ; Johann Friedrich PFEIFFER, *Lehrbegriff sämtlicher oekonomischer und Cameralwissenschaften*, Mannheim, 1779, vol. 4.

croissant à l'échelle territoriale illustre l'idée que les phénomènes économiques se jouant à cette échelle sont largement du ressort de l'État, toujours dans un but de structuration économique intérieure de ce territoire.

Cette priorité accordée à l'échelle territoriale conduit donc les caméralistes à développer une perception « politisée » de l'espace. Cependant, les manuels de sciences camérales ayant une portée plus pratique que théorique, leurs auteurs sont inévitablement confrontés à la configuration territoriale concrète de l'Empire et ils dénoncent souvent à la fois le morcellement territorial de l'Empire et l'enchevêtrement des frontières¹⁹. Le développement économique des territoires qu'ils visent repose en effet sur une étroite complémentarité entre les activités agricoles, minières, artisanales et industrielles, ce qui suppose que ces territoires soient dotés d'une superficie et d'une cohérence géographique minimales. Or cette condition n'est absolument pas remplie en raison du morcellement politique de l'Empire, et cette contradiction nous semble illustrer une remise en question de la notion de territoire, dont certains aspects se retrouvent à partir du milieu du XVIII^e siècle dans le droit public, mais aussi dans la statistique et la géographie, autant de disciplines avec lesquelles les sciences camérales entretiennent d'ailleurs des liens étroits.

Cette contradiction se pose avec plus ou moins d'intensité selon l'ancrage géographique des auteurs. Des territoires tels que la Prusse ou la Saxe sont dotés d'une superficie suffisante, à la différence de micro-territoires tels que l'Électorat de Mayence où enseigne à la fin des années 1770 Johann Friedrich von Pfeiffer, l'un des caméralistes les plus renommés de l'époque. Ce morcellement pousse ce dernier à réclamer une fusion des territoires de petite taille, proposition qui remettrait directement en cause les prérogatives du Prince-Électeur de Mayence²⁰.

La solution la plus fréquemment retenue pour surmonter cette contradiction réside dans la référence à l'Allemagne, c'est-à-dire à l'espace impérial. Cette référence, de plus en plus fréquente à partir des années 1760-1770, s'explique par une raison méthodologique : la fin du XVIII^e siècle voit en effet s'accélérer la formation en France et en Angleterre de « marchés nationaux » à partir desquels l'économie politique anglaise et française bâtit ses analyses²¹. Mais ce marché intérieur correspond en France et en Angleterre à un État-nation déjà formé, ce qui n'est pas le cas de l'espace allemand : la référence à l'Allemagne permet donc aux caméralistes de construire une échelle d'analyse appropriée à la problématique de leur discours économique. Cette échelle intermédiaire entre les échelles territoriale et internationale définit un espace doté de la superficie et de la cohérence géographique minimales requises.

19. Par exemple J. H. G. von JUSTI, *Grundfeste...*, *op. cit.*, vol. 1, p. 374-375.

20. J. F. PFEIFFER, *Prüfung der beträchtlichsten Verbesserungsvorschläge zu Vermehrung der Glückseligkeit und Macht Deutschlands*, 1786 ; voir A. NAPP-ZINN, *Johann Friedrich Pfeiffer...*, *op. cit.*, p. 33-34.

21. Voir Pierre DOCKÈS, *L'espace dans la pensée économique du XVI^e au XVIII^e siècle*, Paris, Flammarion, 1969.

Ce recours à l'« échelle allemande » s'explique également par une raison sociologique, puisqu'il permet de toucher une audience plus vaste que le public étudiant visé au départ : l'opinion publique, et alors en gestation, dont l'intérêt pour les questions économiques ne cesse de croître²². On note d'ailleurs que cette référence à l'espace allemand est surtout fréquente dans les manuels écrits par des caméralistes enseignant au sein d'un micro-territoire (Pfeiffer) ou ayant un profit sociologique d'« aventurier »²³, comme Justi qui a successivement travaillé à Vienne, Göttingen et Berlin ; ses tentatives de création d'une manufacture dans la capitale prussienne ont échoué et l'ont conduit à mourir en prison après avoir été accusé de détournement de fonds publics. Cette référence permet ainsi d'établir une concordance entre les deux espaces que les caméralistes cherchent à structurer : l'espace allemand comme marché intérieur, et l'opinion publique allemande que les caméralistes tentent de mobiliser, dans le contexte du mouvement de « politisation des Lumières »²⁴.

*L'espace comme objet du discours économique caméral :
l'idéal d'un territoire façonné par l'État*

Avant d'aborder les propositions d'« aménagement du territoire » élaborées par les caméralistes, il convient d'examiner les postulats théoriques sur lesquels elles reposent. Les caméralistes ont d'abord une vision quantitative et mécaniste des processus économiques. La formation des prix est en effet essentiellement guidée par la proportion entre la quantité de monnaie et la quantité de biens présentes dans un pays²⁵ ; il s'agit donc d'une théorie quantitative, selon laquelle toute augmentation (ou diminution) de la quantité de monnaie à laquelle ne correspond pas augmentation (ou diminution) identique de la quantité de biens se traduit mécaniquement par une hausse (ou une baisse) des prix²⁶. L'idéal est une augmentation progressive et simultanée des deux quantités. Il en résulte des prix modérés qui permettent d'exporter les biens produits. Cette approche de la croissance économique est à la fois mécaniste et dynamique, puisqu'une balance commerciale positive entraîne une

22. Un exemple l'illustre : quand Sonnenfels publie un manuel de référence pour l'enseignement universitaire (*Grundsätze...*, *op. cit.*), celui-ci, organisé en trois volumes d'environ 500 pages, structurés en chapitres et en paragraphes numérotés, est édité à Vienne. En 1769, il publie un traité destiné à dénoncer les dangers de la croissance urbaine (*Von der Theuerung in großen Städten und dem Mittel, derselben abzuwehren*, Leipzig) : celui-ci, d'une centaine de pages, à la typographie beaucoup plus aérée que celle des *Grundsätze*, sans paragraphes numérotés, est édité à Leipzig, l'un des principaux centres du commerce du livre en Allemagne. La forme matérielle et le lieu d'édition disent clairement que le public visé n'est pas le même, à la fois du point de vue sociologique et surtout géographique.

23. L'expression est de H. Dreitzel (« Justis Beitrag... », art. cit.) et convient également au cas de J. F. Pfeiffer.

24. Voir les travaux de Jürgen HABERMAS, *L'espace public. Archéologie de la Publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot, 1978 (1^{re} édit. 1962), et le recueil dirigé par H. E. BÖDEKER et U. HERRMANN, *Aufklärung als Politisierung-Politisierung der Aufklärung*, *op. cit.*

25. Les caméralistes n'ont pas de conception bullionniste de la richesse.

26. Voir Louise SOMMER (à propos de Justi), *Die österreichischen Kameralisten in dogmengeschichtlicher Darstellung*, Aalen, Scientia Verlag, 1967 (1^{re} édit. 1925), vol. 2, p. 259.

hausse de la quantité de monnaie qui doit à son tour favoriser une hausse de la production pour éviter toute inflation.

Cet idéal d'une croissance simultanée de la quantité de monnaie et de la quantité de biens ne peut être réalisé qu'à certaines conditions. D'une part, la répartition de la quantité de monnaie présente doit également être la plus homogène possible, ce que Justi illustre par le recours à la métaphore du corps humain :

« La richesse est le sang, les activités économiques sont les artères et le gouvernement est le cœur vers lequel la richesse circulant dans les activités circule progressivement par les impôts, et de là se répartit dans toutes les parties du corps politique par les dépenses du gouvernement. »²⁷

Ceci n'est possible qu'en luttant contre une répartition déséquilibrée des activités productives et de la demande dans l'espace²⁸, afin d'éviter des phénomènes de « vide » et de « plein » qui perturberont la vie économique. Par exemple, la répartition de la population doit être équilibrée, afin d'empêcher l'apparition de zones très peuplées (de forte demande) qui favoriseront la hausse des prix, et de zones sous-peuplées (de faible demande) qui décourageront la production²⁹. L'exode rural doit donc être combattu, ce qui donne à la prospérité de l'agriculture une place cruciale, celle-ci n'étant absolument pas sacrifiée au profit de l'industrie. D'autre part, des déséquilibres de répartition étant cependant inévitables, la circulation des biens doit être encouragée, en particulier par le développement des infrastructures de transport – canaux et routes³⁰ – et l'abolition des douanes intérieures. La circulation de la monnaie, elle, doit être stimulée par le développement des institutions bancaires. Cette fluidité dans la circulation des biens et de la monnaie est indispensable afin d'éviter les déséquilibres locaux de la proportion quantité de monnaie/quantité de biens.

Cette circulation doit notamment être encouragée par la division du travail : les activités productives doivent d'abord être séparées des activités commerciales. Mais surtout, au sein des activités productives, les activités agricoles d'une part, artisanales et industrielles d'autre part, doivent également être séparées. La division du travail est envisagée dans sa dimension spatiale, la dichotomie entre villes (auxquelles sont réservées les activités artisanales et manufacturières) et campagnes revenant comme un *leitmotiv* dans les manuels de sciences camérales³¹. La division du travail est donc rapportée à l'espace et

27. « Der Reichthum ist das Blut, die Gewerben sind die Adern und die Regierung ist das Herz, in welches der in den Gewerben circulirende Reichthum durch die Abgaben nach und nach fließet, und sich von dar wieder in alle Theile des Staatskörpers durch den Aufwand der Regierung ergießet. », Justi, *Staatswirtschaft...*, op. cit., vol. 1, p. 259.

28. J. F. PFEIFFER, *Grundriß der Staatswirtschaft zur Belehrung und Warnung angehender Staatswirte*, Francfort/Main, 1782, p. 92.

29. Cette idée sous-tend le traité de J. von SONNENFELS, *Von der Theurung in großen Städten*, op. cit.

30. J. H. G. von JUSTI, *Grundfeste...*, op. cit., vol. 1, p. 372 et suiv.

31. Par exemple chez Georg Friedrich LAMPRECHT, *Versuch eines vollständigen Systems der Staatslehre, mit Inbegriff ihrer beiden wichtigsten Haupttheile der Polizei- und Kameral- oder Finanzwissenschaft zum Gebrauch academischer Vorlesungen*, Berlin, vol. 1, 1784, p. 122-123.

elle implique entre les secteurs d'activité économique une séparation géographique qui stimule les échanges et la circulation. C'est donc la division du travail qui favorise la propension à l'échange et l'étendue du marché dépend de la plus ou moins grande division du travail. Comme cette division du travail et cette circulation des biens et de la monnaie résultent largement de mesures prises par l'État, l'objectif visé par les caméralistes est que l'étendue de ce marché corresponde à l'étendue du territoire. L'État est ainsi chargé de créer ce qu'on pourrait appeler un « marché territorial ».

L'organisation de ce « marché territorial » dépend donc largement de la division du travail. Elle montre surtout que la sphère de la circulation et du commerce est subordonnée à la sphère de la production : c'est pourquoi on peut parler à propos de la théorie économique des sciences camérales d'une « théorie de l'offre » dans la mesure où c'est au niveau de la production, et non de l'échange, que les conditions de la prospérité économique peuvent être remplies. Un exemple l'illustre : la façon dont Justi³² répond aux arguments de Hume démontrant l'inutilité d'une balance commerciale positive. Selon Hume, une balance commerciale positive entraîne une augmentation de la quantité de monnaie dans le pays, donc une augmentation des prix intérieurs ; celle-ci favorisant les importations et pénalisant les exportations, la balance commerciale devient négative et ainsi, un équilibre automatique s'établit dans le temps. La conséquence pratique qu'en tire Hume est l'inutilité d'une intervention de l'État visant à maintenir le solde positif de cette balance commerciale.

Justi semble avoir perçu ce conflit et a tenté de le résoudre de trois façons ; il insiste d'abord sur le caractère provisoire de cette hausse des prix consécutive à une balance commerciale positive, ce qui permet (au moins) d'atténuer le rééquilibrage automatique décrit par Hume. Il attribue ensuite cette hausse des prix à une offre de biens insuffisante³³. Une hausse de la production intérieure peut donc permettre de contrecarrer les effets du mécanisme de rééquilibrage décrit par Hume. Cette deuxième solution est enfin renforcée par le fait que Justi combat une autre conséquence de la théorie quantitative des prix qui consiste à ne voir dans la monnaie qu'un signe et à lui dénier toute valeur. Il la définit comme « un moyen de paiement général qui a sa propre valeur »³⁴. Se trouve en germe l'idée que la monnaie, par les investissements qu'elle permet, remplit aussi une fonction de capital : une augmentation de la quantité de monnaie provoquée par une balance commerciale excédentaire permet donc d'autant plus facilement de développer la production et de s'opposer au rééquilibrage des soldes commerciaux en maintenant à l'identique la proportion entre quantité de monnaie et

32. J. H. G. von JUSTI, *Grundsätze der Polizeywissenschaft in einem vernünftigen, auf den Endzweck der Policy gegründeten Zusammenhange*, Göttingen, 1756, p. 164.

33. J. H. G. von JUSTI, *Vollständige Abhandlung von denen Manufakturen und Fabriken*, 3^e édit., Göttingen, 1789 (1^{re} édit. 1758), vol. 1, p. 185 ; voir aussi L. SOMMER, *Die österreichischen Kameralisten...*, *op. cit.*, vol. 2, p. 268.

34. « ein allgemeines Vergütungsmittel, das selbst seinen Werth hat », *Grundsätze der Polizeywissenschaft*, *op. cit.*, p. 161.

quantité de marchandises. Cet argument justifie l'intervention de l'État chargé d'enclencher ce processus dynamique de croissance de la production. Par ailleurs, prospérité intérieure et balance commerciale positive se renforcent mutuellement mais, en dernière instance, la balance commerciale positive semble être une conséquence, non une cause, de la prospérité intérieure.

À partir de ces postulats théoriques, les mesures proposées visent à structurer économiquement le territoire, sous l'impulsion de l'État. Trois exemples illustreront l'idéal préconisé par les caméralistes en matière d'organisation économique des territoires.

Dans le domaine agricole, trois propositions principales (qui sont l'objet de débats) sont formulées, notamment par Justi : la suppression des communaux et de la jachère³⁵ ; le rassemblement des parcelles exploitées ou possédées par un même individu en unités spatiales cohérentes³⁶ ; la priorité donnée à des unités agricoles de taille moyenne : les caméralistes sont en général hostiles aux grandes exploitations et propriétés et se prononcent pour un partage à la fois des grandes propriétés seigneuriales et des domaines d'État³⁷. L'exploitation intensive est donc privilégiée car elle est jugée plus rentable³⁸. Ces trois propositions se rapportent à l'échelle locale. Si l'on passe de l'échelle locale à l'échelle territoriale, le but des caméralistes est de diviser le territoire en unités agricoles de taille moyenne. Cet objectif apparaît également dans la pensée libérale, par exemple chez John Locke et il renvoie à une « territorialisation des droits de propriété »³⁹, qui a une importance fondamentale dans le droit naturel anglais et allemand⁴⁰. Mais les similitudes s'arrêtent là : alors que le libéralisme veut utiliser cette territorialisation des droits de propriété pour « briser le territoire politique », les exploitations agricoles venant s'insérer dans l'espace de marché, dont elles sont les « cellules de base », les caméralistes entendent utiliser cette territorialisation des droits de propriété pour quadriller le territoire de manière homogène, ce qui permettra à la politique économique d'atteindre pleinement ses objectifs. Cela apparaît nettement dans les programmes d'extension des surfaces cultivées, qui sont longuement développés surtout chez les caméralistes exerçant en Prusse qui se réfèrent à la politique de colonisation menée par Frédéric II. Dans les deux cas, les propositions sont guidées par un idéal de transparence. Mais dans un cas, cette transparence prépare le déploiement d'un

35. J.H.G. von JUSTI, « Abhandlung von den Hindernissen einer blühenden Landwirthschaft », *Oeconomische Schriften über die wichtigsten Gegenstände der Stadt- und Landwirthschaft*, Berlin et Leipzig, vol. 2, 1761, p. 212-213. Le thème est également amplement développé par Pfeiffer.

36. J.F. PFEIFFER, *Lehrbegriff...*, op. cit., vol. 2, 1770, dont la cinquième partie (p. 183-245) a pour titre : « Du caractère nuisible des communaux ou du mélange des parcelles et des grands avantages de leur rassemblement ainsi que de leurs conséquences ».

37. J.F. PFEIFFER, *Grundriß der Staatswirthschaft...*, op. cit., p. 39.

38. J.H.G. von JUSTI, « Abhandlung... », art. cit., vol. 2, p. 220 ; J. F. Pfeiffer, *Grundriß...*, op. cit., p. 172.

39. P. ROSANVALLON, *Le libéralisme économique*, op. cit., p. 107 sq.

40. Les caméralistes regrettent de manière récurrente que les paysans ne soient pas propriétaires des terres qu'ils exploitent ; voir par exemple J.H.G. von Justi, « Abhandlung... », art. cit., p. 221.

«espace de marché» faisant largement abstraction de l'État; dans l'autre cas, elle résulte de la structuration du territoire par l'État et permet aux mesures de politique économique d'atteindre pleinement leurs objectifs.

Les propositions dans le domaine de la localisation des manufactures et fabriques illustrent la subordination de la sphère commerciale (de la demande) par rapport à celle de la production (de l'offre). Les critères de localisation des manufactures et fabriques sont en effet présentés comme intangibles : celles-ci doivent être implantées, de la manière la plus homogène possible, dans des petites villes⁴¹, situées à proximité des lieux de production ou d'extraction des matières premières afin de limiter les coûts de transport des matières premières. Ceci correspond à des conditions de production qui impliquaient la localisation des industries près des sources d'énergie (bois, eau). Mais les petites villes offrent également des conditions de production plus avantageuses, les salaires et les coûts de construction et d'entretien des bâtiments y étant plus faibles que dans les grandes villes.

La réponse des caméralistes à l'objection selon laquelle une telle localisation augmenterait le prix de vente des produits dans les grandes villes, où se situent les débouchés les plus vastes, est intéressante. Les décisions prises en faveur de la localisation des manufactures et fabriques dans les petites villes sont en effet accompagnées de mesures complémentaires, visant d'une part à développer les réseaux de transports afin de réduire les surcoûts engendrés par la distance ; les caméralistes insistent en outre sur la nécessité de rééquilibrer le réseau urbain et, de manière plus générale, la répartition de la population : la croissance des grandes villes (de plus de 100 000 habitants) doit être combattue, afin de mettre en place un réseau urbain homogène et d'éviter les concentrations de population qui entraînent une hausse des prix⁴². À la répartition homogène des sites de production doit donc correspondre une répartition homogène de la population : autrement dit, la localisation des sites de production doit commander celle des lieux de consommation (de la demande), et non l'inverse⁴³. De surcroît, la répartition équilibrée des lieux de production et de consommation permettra une circulation de la monnaie homogène dans l'espace⁴⁴. Ce souci explique la priorité que donnent les caméralistes à la création de villes nouvelles⁴⁵, et permet de comprendre certaines mesures autoritaires telles que l'interdiction pour les universités de s'implanter dans de grandes villes⁴⁶.

Ces propositions traduisent d'une certaine façon l'«économie de l'offre», l'organisation économique du territoire étant largement guidée par la localisation

41. J. H. G. von JUSTI, *Vollständige Abhandlung von denen Manufakturen und Fabriken*, op. cit., p. 80 et suiv.

42. J. H. G. von JUSTI, *Grundfeste...*, op. cit., p. 315-316.

43. J. von SONNENFELS, «Von der Theurung...», *Politische Abhandlungen*, Vienne, 1777 (1^{re} édit. 1769), p. 427.

44. *Ibid.*, p. 408.

45. J. H. G. von JUSTI, *Grundfeste...*, op. cit., p. 315.

46. J. von SONNENFELS, «Von der Theurung...», loc. cit., p. 411 suiv.

des activités industrielles qui est envisagée du point de vue des coûts de production et non de la proximité de la demande. Cette priorité donnée à la sphère de l'offre, et en particulier à la recherche de coûts de production minimaux, conduit même certains caméralistes à préconiser une localisation des manufactures et des fabriques dans les campagnes, à l'encontre du principe de division spatiale du travail⁴⁷.

ESPACE DE MARCHÉ ET TERRITOIRE DANS L'ÉCONOMIE POLITIQUE LIBÉRALE ALLEMANDE (*NATIONALÖKONOMIE*)

Cette approche dirigiste et volontariste de la dimension spatiale des phénomènes économiques est remise en cause à la fin du XVIII^e siècle par l'affirmation du libéralisme économique qui prend la forme d'une nouvelle discipline : l'économie politique (*Nationalökonomie*), à la suite de la réception des idées d'Adam Smith. On peut donc se demander dans quelle mesure la « déterritorialisation » de la pensée économique constatée en France et en Angleterre a également touché la *Nationalökonomie*. Il convient cependant de préciser que le terme de « réception » n'est pas ici entendu comme une reprise passive d'un corpus d'idées, comme c'est souvent le cas dans l'histoire des idées, ce qui donne à des notions telles que celle d'« influence » une importance sans rapport avec leur valeur heuristique. Il s'agit plutôt d'une appropriation des théories d'Adam Smith qui comprend d'une part la prise en compte des réalités historiques concrètes de l'espace allemand à la fin du XVIII^e et au début du XIX^e siècle, et qui, d'autre part, s'opère en partie en rupture avec l'héritage, spécifiquement allemand, des sciences camérales.

Un nouveau contexte historique et intellectuel

La période révolutionnaire et impériale provoque, en premier lieu, des conséquences politiques en Allemagne : la disparition du Saint Empire et l'affaiblissement des territoires allemands, notamment la Prusse. L'absolutisme éclairé, déjà affaibli à la fin du XVIII^e siècle, est définitivement ébranlé. Même si l'Allemagne n'a pas connu de révolution, les mesures prises en France à partir de 1789 ont été observées avec attention, à la fois par les milieux administratifs et les milieux éclairés : l'abolition du servage, du système seigneurial et des corporations, l'instauration de la liberté économique dans l'exercice des professions suscitent nombre de réflexions et de publications. Après les conquêtes napoléoniennes, certaines de ces mesures sont introduites, soit directement dans les territoires annexés par la France, soit dans des États jugeant ces réformes nécessaires, par exemple la Prusse ou la Bavière (sous la direction de Montgelas). Ces réformes vont dans le sens d'une libéralisation de l'économie et de la société, par exemple en s'attaquant aux abus du système féodal : elles

47. C'est le cas de J. von SONNENFELS, *Grundsätze...*, *op. cit.*, p. 171, pour les activités consommatrices de bois.

amorcent le passage d'une société d'ordres (*Ständegesellschaft*) à une société composée d'individus libres et égaux, même si cette libéralisation a été plus timide dans le domaine de la vie politique.

C'est dans ce contexte que s'opère la réception de la *Richesse des Nations*⁴⁸. Celle-ci s'est en effet accomplie avec un décalage de vingt ans : publié en 1776, l'ouvrage de Smith est immédiatement traduit en allemand mais ne suscite pas d'intérêt particulier, malgré des comptes rendus plutôt élogieux. En revanche, la réception du smithianisme est enthousiaste à partir de 1795, après une seconde traduction, dont la qualité est supérieure à celle de 1776. Les comptes rendus publiés dans les journaux témoignent de cet enthousiasme, mais la diffusion de ces idées se fait de nouveau essentiellement par le canal universitaire, deux universités jouant dans ce domaine un rôle pionnier : Göttingen, grâce à Sartorius, et Königsberg, où la chaire de *Nationalökonomie* est attribuée à un disciple de Kant, C. Kraus. Éprouvant les plus grandes difficultés à intégrer les apports théoriques du libéralisme, les sciences camérales disparaissent progressivement du paysage universitaire allemand pendant la première moitié du XIX^e siècle, laissant précisément la place à la *Nationalökonomie*.

Cette discipline rassemble les matières économiques qui étaient jusque-là intégrées dans les sciences camérales, mais en expulse fort logiquement fortement ce qui relevait de la science de la police. Comme la *Richesse des Nations*, cette discipline cherche avant tout à étudier selon quelles lois et quels processus se forme et s'accroît la richesse nationale. Les premiers traités d'économie politique publiés en Allemagne sont fortement inspirés de l'ouvrage de Smith ; ils en sont même essentiellement des versions commentées et « améliorées », dans la mesure où, tout en reconnaissant la justesse de ses idées, les auteurs allemands reprochent à Smith son manque d'esprit de système et une certaine incohérence dans l'architecture de son ouvrage. L'objectif de ces économistes libéraux n'est pas seulement théorique, mais aussi pédagogique, puisque ces traités sont des manuels destinés à l'enseignement, c'est-à-dire à la formation des futurs fonctionnaires.

L'intérêt pour la *Richesse des Nations* en Allemagne repose sur deux raisons principales : le smithianisme a d'abord le mérite de proposer un programme de développement économique pour un pays en retard sur l'Angleterre (l'Écosse). Cet aspect souvent méconnu a frappé les économistes libéraux allemands et a notamment séduit les hauts fonctionnaires prussiens, alors que les politiques économiques traditionnelles, inspirées du caméralisme, sont en général considérées comme des échecs. L'objectif reste cependant globalement le même : il s'agit de rattraper l'écart de développement économique entre

48. La littérature sur ce thème est abondante : voir notamment K. TRIBE, *Governing Economy*, *op. cit.*, p. 133-148 ; Birger PRIDDAT, « Nur der halbe Smith : Modernisierungsschwierigkeiten der deutschen Nationalökonomie im 19. Jahrhundert », *Jahrbuch für Wirtschaftsgeschichte*, 1992, n° 2, p. 147-167 ; Wilhelm TREUE, « Adam Smith in Deutschland. Zum Problem des 'politischen Professors' zwischen 1776 und 1810 », in Werner CONZE (édit.), *Deutschland und Europa. Festschrift für Hans Rothfels*, Düsseldorf, Droste, 1951, p. 101-133.

l'Angleterre et les territoires allemands et d'accélérer le redressement économique des territoires touchés par les guerres révolutionnaires et napoléoniennes, en particulier en Prusse où l'objectif des réformes lancées à partir de 1806 est de « vaincre Napoléon avec l'aide d'Adam Smith »⁴⁹. Il n'est dès lors pas indifférent que la *Nationalökonomie* soit enseignée à de futurs fonctionnaires⁵⁰.

La doctrine de Smith permet d'autre part de résoudre – par la métaphore de la « main invisible » – le problème de l'harmonisation des intérêts particuliers et de l'intérêt général qui était déjà au cœur des sciences camérales ; elle repose sur une conception à la fois réaliste et pessimiste de la nature humaine, selon laquelle l'homme poursuit égoïstement son intérêt particulier. Or cette conception, qui est développée durant le XVIII^e siècle par la philosophie des Lumières anglaise et écossaise, a été en grande partie reprise par la philosophie allemande. Certains caméralistes, tels que Justi ou Pfeiffer, ont eu également tendance à la reprendre à leur compte, mais pour en conclure (de manière bien peu « libérale ») que l'État doit utiliser l'égoïsme de la nature humaine afin d'atteindre les objectifs qu'il s'est fixés. Les libéraux allemands en tirent ensuite une conclusion évidemment inverse : il faut accorder le plus de liberté possible à cet individu égoïste, afin qu'il concoure sans le vouloir à l'intérêt général. De ce principe, les philosophes et économistes allemands déduisent que l'État ne doit pas intervenir dans la vie économique, alors que l'omniprésence de l'État dans l'absolutisme éclairé était de plus en plus critiquée, et qu'un courant « anti-étatiste »⁵¹ s'affirme en Allemagne.

Cet attrait exercé par la *Richesse des Nations* a été renforcé par un troisième élément : l'influence du kantisme⁵². Kant critique en effet sévèrement l'État de l'absolutisme éclairé à la fois dans ses buts (le bonheur matériel) et dans ses moyens (la tutelle étroite sur la société et les activités des individus). La finalité suprême réside selon lui dans la moralité de l'individu qui peut être atteinte à condition que ce dernier puisse faire un libre usage de sa raison. Il doit pouvoir poursuivre ses fins de manière autonome, ce qui signifie dans le domaine économique la satisfaction de ses besoins, à la fois par le travail et par l'échange. Cet échange s'accomplit au sein de la société civile, composée d'individus libres et égaux en droit. Kant place donc au centre de sa réflexion l'individu libre et raisonnable ; celui-ci, recherchant la satisfaction de ses besoins, se situe au principe de l'activité économique (travail, échange). C'est pourquoi Kant défend le régime de la propriété privée⁵³. Le rôle de l'État est dès lors strictement délimité,

49. Cet aspect du smithianisme est souligné par Hans-Ulrich WEHLER, *Deutsche Gesellschaftsgeschichte*, vol. 1, *Vom Feudalismus des alten Reiches bis zur Defensiven Modernisierung der Reformära 1700-1815*, 1987, 2^e édit., Munich, C. H. Beck, 1989, p. 404 sq., citation p. 412.

50. W. TREUE, « Adam Smith in Deutschland... », *art. cit.*, p. 107 sq.

51. Ce courant est notamment représenté par Wilhelm von HUMBOLDT, *Ideen zu einem Versuch, die Grenzen der Wirksamkeit des Staates zu bestimmen*, Wuppertal, Marées-Verlag, 1947 (1^{re} édit. 1792).

52. K. TRIBE, *Governing Economy...*, *op. cit.*, p. 155 sq.

53. Cependant, la fin de l'individu étant la moralité, l'individualisme de Kant est différent de l'individualisme de Smith qui est beaucoup plus marqué par l'utilitarisme.

puisque'il doit garantir par le droit la liberté et la sécurité des individus : il n'y a donc pas de liberté sans État⁵⁴. La fin de l'État n'est donc pas la prospérité individuelle ou collective et Kant refuse le paternalisme de l'absolutisme éclairé, qu'il considère comme une atteinte à la liberté de l'individu.

Kant contribue enfin à accentuer la distinction, qui était apparue en Allemagne dans le dernier tiers du XVIII^e, entre État et société civile⁵⁵. L'économie étant considérée comme appartenant au domaine de la société civile, toute intervention de l'État dans la vie économique est par conséquent rejetée.

Une nouvelle approche des rapports entre espace et économie

Le thème de l'espace montre bien les innovations apportées par la *Nationalökonomie* dans l'analyse des rapports entre État, économie et espace. La nouvelle économie politique tente de délimiter les domaines respectifs de l'État et de la société civile, l'économie étant largement du ressort de cette dernière. Elle est composée d'agents économiques (entrepreneurs, propriétaires fonciers, artisans, salariés) qui produisent ou font du commerce. La société est donc considérée comme une mosaïque composée d'individus. Cette vision atomiste de la société confie au marché l'harmonisation des intérêts des individus.

L'État n'a donc plus à intervenir dans la vie économique⁵⁶ pour prendre en charge le développement économique du territoire, mais doit se reposer sur l'activité des individus, en levant les obstacles pouvant l'entraver. C'est pourquoi le territoire disparaît largement des traités de *Nationalökonomie* et laisse la place à un « espace de marché », c'est-à-dire à l'espace économique tel qu'il résulte du jeu des acteurs du marché, des différents agents économiques⁵⁷. Le commerce extérieur joue dans ce cadre un rôle réduit pour deux raisons ; d'une part, les exportations ne concernent que le résidu des biens produits n'ayant pas trouvé de consommateurs dans le pays⁵⁸ : en raison de leur caractère marginal, elles ne peuvent donc plus être le moyen pour un pays de s'enrichir. Le commerce intérieur permet même un enrichissement plus rapide et

54. Le principe suprême du droit est que la liberté de chaque individu ne restreigne pas celle des autres.

55. Ce thème a été l'objet de nombreuses recherches : voir Manfred Riedel, « Gesellschaft, bürgerliche », in Otto BRUNNER, Werner CONZE, Reinhart KOSELLECK (dir.), *Geschichtliche Grundbegriffe. Historisches Lexikon zur politischen Sprache in Deutschland*, vol. 2, Stuttgart, Klett-Cotta, 1975, p. 719-800 ; Richard SAAGE, « Besitzindividualistische Perspektiven der politischen Theorie Kants », *Vertragsdenken und Utopie. Studien zur politischen Theorie und zur Sozialphilosophie der frühen Neuzeit*, Francfort/Main, Suhrkamp, 1989, p. 200 sq.

56. Judith GRÜNFELD, *Die leitenden sozial- und wirtschaftsphilosophischen Fragen in der deutschen Nationalökonomie und die Überwindung des Smithianismus bis auf Mohl und Herrmann*, Vienne, 1913, p. 30.

57. Georg von SARTORIUS, *Handbuch der Staatswirtschaft zum Gebrauche bey akademischen Vorlesungen, nach Adam Smith's Grundsätzen*, Berlin, 1796, p. 94 et suiv.

58. August Ferdinand Lueder, *Ueber Nationalindustrie und Staatswirtschaft. Nach Adam Smith bearbeitet*, vol. 1, Brunswick, 1800, p. 295.

plus sûr, dans la mesure où la rotation et l'amortissement des capitaux investis s'y effectuent plus vite⁵⁹. D'autre part, le commerce extérieur n'est plus désormais appréhendé comme un jeu à somme nulle, mais comme un processus d'échange dans lequel tous les pays concernés sont gagnants⁶⁰. Les politiques douanières comportent par conséquent des effets nocifs et la frontière territoriale ne doit plus constituer une entrave au déploiement de l'espace de marché qui s'établit en continuité entre le circuit économique intérieur et le circuit économique extérieur, en transcendant les frontières politiques. Par conséquent, un raisonnement économique en terme d'unités politiques, c'est-à-dire en terme de territoires, perd largement de son sens. L'émergence de la *Nationalökonomie* libérale entraîne donc une « déterritorialisation » de la pensée économique.

L'espace de marché est également prédominant parce que les libéraux allemands reprennent les postulats théoriques de Smith, en particulier en ce qui concerne la division du travail. Nous avons vu que chez les caméralistes, la division du travail est la cause de la propension à l'échange et que le moteur de la croissance économique est situé du côté de la division du travail, donc du côté de la production. Il en résulte que l'étendue du marché dépend de la plus ou moins grande division du travail. Smith affirme au contraire, d'une part que la division du travail permet d'augmenter la productivité et donc de stimuler la croissance économique, d'autre part que cette division du travail est une résultante de la propension des individus à l'échange ; cette approche situe le moteur de la croissance économique du côté de la demande. Par conséquent, la division du travail dépend de l'étendue du marché ; elle est plus ou moins poussée, et la production est plus ou moins importante selon l'étendue de l'« espace de marché ». Les relations de subordination entre sphère productive et sphère commerciale sont donc renversées. August Lueder consacre ainsi le chapitre 2 (« Comment la division du travail dépend de la taille du marché et des moyens d'échange ») de son ouvrage à ce thème :

« De même qu'on commença à diviser le travail lorsqu'on put pratiquer l'échange, cette division du travail est d'autant plus poussée que la possibilité d'échanger augmente ou que la capacité à échanger s'accroît ; car c'est justement cet avantage qui poussa à la première division du travail, qui conduira à de nouvelles divisions. Le degré de division du travail dépend donc de l'importance de cette capacité (à échanger) ou de l'importance, de l'étendue du marché.⁶¹ »

À l'inverse des caméralistes, les libéraux reconnaissent donc à la demande un rôle de moteur de la production et de la croissance économique.

59. *Ibid.*, p. 312.

60. Cette idée devient un lieu commun de la *Nationalökonomie* : voir par exemple G. SARTORIUS, *Handbuch...*, *op. cit.*, p. 116 et suiv.

61. A. F. LUEDER, *Über Nationalindustrie...*, *op. cit.*, vol. 1, p. 32-33. Il reprend ici le chapitre 3 du livre I de la *Richesse des Nations* intitulé « Que la division du travail est limitée par l'étendue du marché. »

Une nouvelle approche de l'organisation de l'espace économique et du rôle de l'État

Les libéraux opèrent une double rupture avec le caméralisme dans leur vision de l'espace économique : d'une part, ils proposent une organisation différente de l'espace économique, notamment quant à la répartition dans l'espace des activités, qui prend parfois le contre-pied des propositions traditionnelles : c'est donc le but à atteindre qui diffère. D'autre part, les moyens ne sont pas les mêmes, puisqu'ils déniaient à l'État le droit à légiférer dans ce domaine, l'organisation optimale de l'espace étant garantie par le jeu des mécanismes du marché. Les libéraux allemands reprennent un argument smithien en jugeant une telle intervention de l'État inefficace sur le plan économique, et un argument de type kantien en présentant celle-ci comme contraire au principe de l'État de droit.

Quelques exemples illustreront cette rupture. La localisation des manufactures et des fabriques doit se faire en partie en fonction de la demande : les libéraux allemands ne s'opposent donc plus à ce qu'elles soient implantées dans les grandes villes ou près de celles-ci, puisque c'est dans les villes que se trouve la plus forte demande de produits industriels et artisanaux. Étant donné l'importance des marchés urbains, c'est également à l'intérieur et à proximité des villes que la division du travail sera la plus poussée et que les gains de productivité seront le plus facilement réalisables. Les zones bien desservies par les transports bénéficient d'une manière générale de cet avantage : c'est le cas non seulement de l'espace urbain et périurbain, mais aussi des régions littorales et des vallées drainées par des fleuves navigables⁶². C'est de toute façon à l'entrepreneur de décider de la localisation optimale en calculant rationnellement les inconvénients et les avantages de telle ou telle localisation et en tenant compte du produit fabriqué et des possibilités de transport.

Deuxième thème : la taille des exploitations et propriétés agricoles. Face aux caméralistes qui préconisent une répartition égalitaire de la propriété foncière, certains libéraux n'hésitent pas à affirmer leur confiance dans le marché pour établir la meilleure répartition possible des terres, ainsi que les avantages de la grande propriété et de la grande exploitation. Les bénéfices apportés par les exploitations de grande taille sont défendus par l'agronome Albrecht Thaer, qui publie entre 1795 et 1804 un traité consacré à l'agriculture anglaise⁶³. Il y défend les avantages des exploitations supérieures à 200 hectares qui dégagent un produit net plus important que les petites et moyennes exploitations, ce qui facilite les investissements permettant d'améliorer les techniques agraires et d'expérimenter de nouvelles cultures. Ces arguments sont repris de Smith et se retrouvent aussi chez Kraus. Thaer va d'une certaine façon plus loin que Smith,

62. G. SARTORIUS, *Handbuch...*, *op. cit.*, p. 4.

63. Albrecht THAER, *Einleitung zur Kenntnis der englischen Landwirtschaft*, Hanovre, 1795-1804, 3 vol.; voir Else CRONBACH, *Das landwirtschaftliche Betriebsproblem in der deutschen Nationalökonomie bis zur Mitte des 19. Jahrhunderts*, Vienne, Koenig, 1913, p. 123-125.

puisqu'il affirme que les grandes parcelles favorisent la division du travail⁶⁴, alors que pour Smith (comme pour Kraus) celle-ci joue dans l'agriculture un rôle minime. Par ailleurs, il se repose sur le marché pour régler ces questions, par la libre concurrence entre acheteurs et vendeurs de terres : la meilleure répartition possible de la propriété foncière s'établira d'elle-même⁶⁵. L'État ne doit donc pas intervenir dans l'organisation et la répartition de l'espace agricole, idée qui est également défendue par certains smithiens tels que Kraus. Thaer préconise donc le modèle de l'agriculture capitaliste « à l'anglaise », mais il s'avère très vite que cette position est loin d'être dominante, certains (comme Sartorius) voulant préserver l'existence économique des exploitations moyennes ; Thaer reviendra lui-même quelques années plus tard sur ses premières prises de position et affirmera avoir surestimé les avantages des grandes exploitations⁶⁶.

Quant au thème de la liberté du commerce, les prises de position des libéraux à ce sujet sont marquées d'une certaine ambiguïté, qui apparaît dans leur approche même de la question : les libéraux ont en effet très vite tendance à rétablir la distinction, présente chez les caméralistes, entre le commerce intérieur et le commerce extérieur. Dans un premier temps, les libéraux défendent une totale liberté du commerce intérieur, allant dans cette voie plus loin que les caméralistes, puisqu'ils l'étendent aux céréales, et critiquent les greniers publics traditionnels en raison des perturbations qu'ils introduisent sur le marché des grains⁶⁷. Ces prises de position prolongent une polémique déclenchée par la crise de subsistances de 1771 et qui s'était poursuivie par intermittence jusqu'aux dernières années du XVIII^e siècle. Pour faciliter le bon fonctionnement des échanges intérieurs, l'État doit mettre en place une politique de développement des transports : cet aspect avait déjà été souligné par Smith, pour qui l'État devait financer les équipements et les infrastructures (des biens collectifs) nécessitant des investissements trop lourds et amortissables sur une durée trop longue pour être confiés à la sphère privée. C'est par rapport à la question du libre-échange que des hésitations se font jour. Alors que Kraus défend le libre-échange sans restriction⁶⁸, Sartorius, formule dès 1806 sur l'opportunité d'une telle politique des réserves, dont l'argumentation devient au début du XIX^e siècle un *leitmotiv* de l'économie politique allemande : les idées de Smith sont incontestablement justes, mais leur application suppose un degré de développement certes atteint par l'Angleterre, mais non par l'Allemagne⁶⁹.

64. A. THAER, *Einleitung...*, op. cit., vol. 2, 2^e partie, 1801, p. 98 sq.

65. A. THAER, *Einleitung...*, op. cit., vol. 1, 1795, p. 700.

66. Albrecht THAER, *Grundsätze der rationellen Landwirthschaft*, Berlin, vol. 1, 1809, p. 92-93.

67. C'est par exemple le cas de J. D. SELWIG, *Ideen und Erfahrungen über freien Kornhandel und Getreide-magazin zur Beherzigung und Prüfung mitgetheilt*, Brunswick, 1801.

68. Christian Jacob KRAUS, *Staatswirthschaft*, Königsberg, vol. 4, 1808, p. 65-84 ; voir également Alfred NAHRGANG, *Die Aufnahme der wirtschafts-politischen Ideen von Adam Smith in Deutschland zu Beginn des 19. Jahrhunderts*, thèse, université de Francfort/Main, 1926, p. 39.

69. G. von SARTORIUS, *Abhandlungen, die Elementen des National-Reichthums und die Staatswirthschaft betreffend*, Göttingen, 1806, p. 268-269 et p. 496.

LES HÉSITATIONS DE LA *NATIONALÖKONOMIE* FACE À L'ESPACE DE MARCHÉ (ANNÉES 1810-1830)

Dès les premières années du XIX^e siècle apparaissent en effet des doutes sur le libéralisme smithien, doutes qui sont renforcés à partir des années 1815-1820. L'interrogation sur la possibilité d'appliquer les idées de Smith à l'Allemagne tend à laisser la place à des critiques de moins en moins voilées, qui débouchent sur l'attente d'un certain degré d'intervention de l'État chez des auteurs qui se proclament par ailleurs libéraux. Ces déviations par rapport à la *doxa* libérale s'expliquent par certaines spécificités de la situation politique, économique et intellectuelle de l'Allemagne au lendemain de la chute de Napoléon.

La situation incertaine des années 1815-1830

La conjoncture économique est heurtée, en particulier dans le domaine agricole⁷⁰ : les années 1815-20 sont des années de forte hausse des prix agricoles due à une production insuffisante, suivie à partir des années 1820 d'une phase de dépression des prix, due essentiellement à une surproduction agricole. La conséquence en est la paupérisation de larges couches de la population agricole et urbaine et l'apparition de la « question sociale ». Celle-ci touche notamment la Prusse dont la politique de réformes à partir de 1807 a suivi un cours libéral et où cette crise fait naître des doutes sur la capacité du marché à assurer le bien-être de tous. De plus, une grande partie des couches paysannes ne profite pas de l'abolition du servage : les terres libérées devaient en effet être le plus souvent rachetées et les paysans pauvres se trouvent soit endettés, soit sous la dépendance économique des grands propriétaires puisqu'ils ne sont plus leurs serfs, mais sont devenus leurs salariés agricoles. Par ailleurs, les milieux économiques craignent, à partir de 1815, la concurrence économique étrangère. Les historiens ont en effet depuis quelques années révisé leurs jugements sur les conséquences économiques du blocus napoléonien⁷¹ : les effets positifs semblent l'emporter, notamment parce que ce blocus a créé une sorte de « cocon protecteur » qui a permis à l'industrie allemande de se développer à l'abri de la concurrence anglaise. Or, à partir des années 1815, les industriels allemands sont conscients de l'avance anglaise et sont obsédés par la peur de ne pouvoir résister à cette concurrence.

Du point de vue territorial et politique, le Congrès de Vienne redessine la carte de la Confédération Germanique (qui remplace le Saint Empire) en confirmant le remembrement territorial entamé pendant la période révolutionnaire : les quelques 300 territoires de l'Empire ne sont plus que 39. L'espace allemand est plus homogène qu'à la fin du XVIII^e siècle, mais deux

70. Wilhelm ABEL, *Crises agraires en Europe (XIII^e-XX^e siècles)*, Paris, Flammarion, 1973 (1^{re} édit. 1935), p. 304 sq.

71. Voir H.-U. WEHLER, *op. cit.*, p. 486-505 ; M.-E. VOPELIUS, *Die altliberalen Ökonomen und die Reformzeit*, Stuttgart, Gustav Fischer, 1968, p. 97.

nuances sont à apporter : d'une part, la Prusse est l'État dominant par sa superficie et son poids démographique, mais elle est coupée en deux zones non contiguës, la Prusse occidentale ayant une nette avance industrielle sur la Prusse orientale. D'autre part, les États sont moins nombreux, mais leurs prérogatives sont accrues, notamment dans le domaine douanier, la Confédération Germanique ayant des pouvoirs moins contraignants que ceux du Saint Empire. Le morcellement politique et économique de l'espace allemand n'a donc pas disparu.

Sur le plan intellectuel, la réaction envers la Révolution française devient de plus en plus hostile avec l'occupation napoléonienne et constitue l'un des facteurs ayant favorisé l'essor du romantisme politique qui combat le rationalisme du XVIII^e siècle⁷². Ce courant du romantisme est complexe car il a plusieurs ramifications, mais il prend nettement un tour conservateur au début du XIX^e siècle, sous l'impulsion notamment d'Adam Müller. Deux idées reviennent de plus en plus souvent dans le discours économique. Tout d'abord, la finalité de l'individu réside dans l'épanouissement de ses capacités physiques et intellectuelles ; elle excède donc le seul bonheur matériel, associé par Smith à l'enrichissement ainsi que la moralité kantienne. Cette idée est nouvelle et, tout en étant loin d'être partagée par tous, fournit fréquemment le principe autour duquel s'articulent nombre de traités de *Nationalökonomie*, y compris chez des auteurs, tels que Soden, qui sont plus proches du libéralisme que du romantisme. Se développe ainsi une approche en termes éthiques de l'économie, qui reprend également des éléments de la philosophie aristotélicienne et qui, plaçant l'épanouissement de l'individu au centre de sa réflexion, en vient à privilégier la notion de valeur d'usage par rapport à celle de valeur d'échange⁷³. La notion de « besoin » joue dans ce discours économique un rôle crucial car elle permet de concilier deux approches, l'une éthique, l'autre individualiste, de la vie économique qui semblent *a priori* incompatibles⁷⁴. En second lieu, il convient d'éviter tout changement brusque de l'ordre social, c'est-à-dire non seulement la révolution, mais aussi des réformes trop brutales. Cette idée, partagée par de nombreux économistes, acquiert une forme extrême chez les romantiques conservateurs, comme Adam Müller, qui souhaitent le maintien ou la restauration de l'ordre social traditionnel (privilèges de la noblesse, société d'ordres, corporations...) ⁷⁵.

72. Voir notamment Fritz VALJAVEC, *Die Entstehung der politischen Strömungen in Deutschland 1770-1815*, Kronberg/Taunus, Athenäum/Droste, 1978 (1^{re} édit. 1951), p. 255 suiv.

73. Cet aspect est souligné par les travaux de Birger PRIDDAT : voir notamment *Der ethische Ton der Allokation. Elemente der Aristotelischen Ethik und Politik in der deutschen Nationalökonomie des 19. Jahrhunderts*, Baden-Baden, Nomos-Verlag, 1991 ; *Produktive Kraft, sittliche Ordnung und geistige Macht. Denkstile in der deutschen Nationalökonomie im 18. und 19. Jahrhundert*, Marbourg, Metropolis-Verlag, 1998.

74. K. TRIBE, *Governing Economy*, op. cit., p. 149-182.

75. Ce courant prend même une orientation anti-individualiste et réactionnaire en refusant la séparation de la société civile et de l'État. Sur Adam Müller, voir Tetsushi HARADA, *Politische Ökonomie des Idealismus und der Romantik. Korporatismus von Fichte, Müller und Hegel*, Berlin, Duncker & Humblot, 1989, p. 66-109.

Le renouvellement de l'action de l'État sur l'espace de marché

Une intervention de l'État est d'abord réclamée à propos du commerce des grains. Le débat sur ce thème est relancé, en raison des soubresauts de la conjoncture agricole, par un économiste bavarois ayant travaillé à la fin du XVIII^e siècle pour la Prusse: Julius von Soden⁷⁶. Cet économiste se proclame libéral. Mais il attribue la cherté de 1816-1817 à deux causes: l'absence d'une politique de stockage des grains par l'État et une mauvaise application du principe de liberté du commerce des grains, conduisant quelques particuliers à acheter les céréales afin de spéculer sur la hausse de leurs prix, au détriment du plus grand nombre. Soden fait le constat d'une divergence entre l'intérêt de quelques particuliers et l'intérêt général, que les mécanismes du marché ne parviennent plus à effacer: l'État doit par conséquent réglementer le commerce des grains et plus généralement l'«espace du marché des grains». Il préconise en effet un système de greniers publics, gérés par l'État, afin d'empêcher de trop fortes variations des cours agricoles, à la hausse comme à la baisse. De telles propositions provoquent une certaine sensation car elles rappellent des mesures identiques prises par Frédéric II. Soden n'hésite d'ailleurs pas à défendre les avantages de méthodes mercantilistes modifiées. Ces mesures furent d'ailleurs partiellement appliquées en Prusse orientale en 1826 par le ministre prussien von Motz qui se proclamait partisan du libéralisme⁷⁷.

À l'inverse, certains libéraux favorables au libre-échange, comme Alexander Lips, ne croient pas à un système de magasins⁷⁸. La prospérité de l'agriculture réside seulement dans une rationalisation de la gestion des exploitations agricoles: ils adoptent donc un point de vue micro-économique (le point de vue rationaliste de l'*homo oeconomicus*) et refusent les mesures de régulation macro-économique proposées par Soden.

Les années 1810-30 sont également marquées par des critiques des positions libérales défendues par Kraus et Thaer dans le domaine de l'organisation de l'espace agricole. Ces critiques aboutissent elles aussi à revivifier l'idée d'un aménagement par l'État de l'espace de marché. Elles portent sur deux points principaux. Tout d'abord, la taille des exploitations et des propriétés agricoles: Soden réclame la définition légale d'un minimum et d'un maximum de propriété foncière⁷⁹. Une telle proposition apparaît comme une restriction de la

76. Julius von SODEN, *Versuch einer Darstellung der Quellen der Theuerung und der ohnfehlbaren Mittel, deren Wiedererscheinung auf immer zu verhüten*, Leipzig, 1817.

77. M.-E. VOPELIUS, *Die altliberalen Ökonomen und die Reformzeit...*, op. cit., p. 95.

78. A. LIPS, *Deutschlands National-Oekonomie. Ein Versuch zur endlichen Lösung der Frage: Wie kann Deutschland zu lohnendem Ackerbau, zu blühender Industrie und wirksamem Handel gelangen?*, Giessen, 1830, p. 54 et 270.

79. J. von SODEN, *Die National-Oekonomie. Ein philosophischer Versuch über die Quellen des National-Reichthums und über die Mittel zu dessen Beförderung*, Leipzig, vol. 1, 1805, p. 255 et suiv. La définition du minimum s'explique car Soden (comme beaucoup de libéraux à cette époque) veut limiter les effets du partage successoral égalitaire qui était alors répandu en Allemagne du Sud-Ouest (notamment dans le Bade-Württemberg), afin de doter chaque exploitant de la superficie minimale dont il a besoin pour satisfaire ses besoins.

liberté économique des individus, mais est jugée nécessaire afin de rétablir une harmonie des intérêts particuliers et de l'intérêt général. On retrouve à travers cette proposition l'influence du romantisme politique : la répartition inégale du sol est un handicap qui gêne le libre épanouissement des facultés de chaque individu et l'idéal de Soden est celui d'une opulence équitablement répartie au profit de l'ensemble de la société. Les inégalités sociales sont jugées dangereuses car elles mettent en péril la cohérence de l'État. Ce sont donc avant tout des raisons morales (philosophiques), politiques et sociales qui sont avancées. Les propositions de Soden sont loin d'être marginales ; elles s'opposent à une conception libérale du problème qu'on peut diviser en deux tendances : d'une part, les libéraux qui retrouvent l'idéal du XVIII^e siècle et défendent une répartition égale de la propriété foncière, privilégiant les moyennes exploitations pour des raisons de rentabilité économique. Cette argumentation, défendue par Thaer en 1809⁸⁰, rejoint celle de Smith. Il s'agit donc d'éviter l'existence d'unités trop grandes et trop petites, mais en refusant la fixation par la loi d'un maximum qui serait une attaque contre le droit de propriété. D'autre part, certains libéraux « orthodoxes », minoritaires, restent fidèles à Kraus et défendent les avantages de grandes exploitations car elles sont plus rentables.

L'autre point cardinal du débat sur l'organisation de l'espace agricole est de savoir si le sol doit être considéré comme une marchandise comme les autres. Ce problème a une importance cruciale dans la réflexion sur l'espace de marché, car le libre commerce du sol est une étape importante dans la constitution d'une société libérale et capitaliste, dans la mesure où c'est la mobilité du capital foncier qui est en jeu. Cette étape a été franchie en Prusse par l'édit de 1807, inspiré par Hardenberg. Cependant, une telle mesure a un coût social et politique important : la remise en cause des privilèges de la noblesse, donc de l'un des fondements de la société d'ordres, alors que celle-ci avait par ailleurs été ébranlée pendant la période révolutionnaire et l'ère des réformes, notamment par l'expropriation de l'Église ou l'abolition de la noblesse en tant qu'ordre (« Stand ») en Prusse en 1807.

Ce principe de mobilité du sol est défendu par des libéraux tels que Kraus ou Thaer qui y voient le moyen de mettre en place une « société de marché » (P. Rosanvallon). Mais il est attaqué par certains économistes proches du romantisme politique, pour lesquels il ne faut pas faire table rase de traditions séculaires afin de préserver la cohésion de l'État et de la société et qui réclament donc des mesures visant à préserver la propriété foncière nobiliaire. Ces arguments conservateurs apparaissent chez Soden : après les avoir réclamées dans un premier temps, il condamne les expropriations ecclésiastiques en 1816, en mettant en avant des arguments économiques (la contribution essentielle des communautés monastiques au défrichement des terres)

80. A. THAER, *Grundsätze der rationellen Landwirtschaft*, Berlin, 1812 ; voir E. Cronbach, *Betriebsproblem...*, *op. cit.*, p. 124 sq.

et non historiques ou philosophiques⁸¹. De plus, il estime qu'un changement fréquent de propriétaire finit par développer chez ces propriétaires (et chez les paysans) une certaine indifférence envers la culture de la terre ; cette indifférence a des conséquences négatives sur le plan économique – la culture est moins intensive donc la productivité en souffre – mais aussi sur le plan moral, puisque Soden, et les conservateurs libéraux ou romantiques, insistent sur le caractère moralisateur d'une propriété stable (et si possible de taille moyenne).

On voit donc que des raisons politiques et sociales sont avancées à côté d'arguments purement économiques. Le même type d'arguments se retrouve d'ailleurs à propos d'un autre débat brûlant de ces années : celui de la suppression ou de la simple réforme des corporations, l'enjeu du débat étant ici la mobilité de la main-d'œuvre et non plus du capital foncier. Ce débat révèle que l'opposition entre « territoire » et « espace de marché » est simplificatrice, dans la mesure où les différentes propositions d'organisation de l'espace qui sont formulées sont en fait les reflets d'un projet politique et social précis, s'appuyant sur des présupposés de nature philosophique. La réflexion sur l'espace apparaît donc comme un révélateur de ces conceptions économiques, politiques ou sociales. Le débat sur le thème du protectionnisme, où les arguments avancés sont beaucoup plus nettement de nature strictement économique, montre encore plus nettement le caractère réducteur de cette opposition, puisque certaines prises de position tentent de concilier libéralisme économique et un certain protectionnisme.

Ce débat est accentué par le contexte économique des années 1815-1830, mais aussi par la politique douanière menée par les États allemands, en particulier la Prusse, durant ces années⁸². C'est ainsi qu'en 1809, L. H. Jakob affirme que la question du libre-échange doit être tranchée en fonction des conditions particulières à chaque État : la liberté est profitable à des États agricoles, mais des protections douanières sont utiles à des États industriels en formation⁸³. La même idée apparaît chez Soden, mais à partir de présupposés différents, car Jakob a une approche « smithienne », c'est-à-dire individualiste de la société, alors que Soden développe la notion de « forces productives », c'est-à-dire une catégorie qui ne se définit pas seulement à l'échelle (micro-économique) de

81. J. von SODEN, *Die National-Oekonomie. Ein philosophischer Versuch über die Quellen des National-Reichthums und über die Mittel zu dessen Beförderung*, vol. 6 : *Die Staats-National-Wirtschaft. Versuch über die Gesetze zu Leitung und Beförderung der National-Produktion, der Landwirthschaft, Gewerbe und des Handels. Nach den Grundsätzen der National-Oekonomie*, Aarau, 1816, p. 57-60.

82. Ce débat n'est cependant pas né en 1815, car le libre-échange a dès la diffusion des idées libérales en Allemagne une position minoritaire : la position de Kraus s'explique largement par la situation économique particulière de Königsberg, qui était un centre commercial portuaire très important.

83. Ludwig Heinrich JAKOB, *Grundsätze der Policeygesetzgebung und der Policeyanstalten*, Kharkov, Halle, Leipzig, 1809 ; voir Karl-Heinz SCHMIDT, « Die wirtschaftliche Entwicklung und die nationalökonomischen Auffassungen zur Rolle des Staats in der 1. Hälfte des 19. Jahrhunderts », Harald SCHERF (édit.), *Studien zur Entwicklung der ökonomischen Theorie*, vol. 6, Berlin, Duncker & Humblot, 1988, p. 86-87.

l'individu, mais également à l'échelle (macro-économique) de l'État⁸⁴. Les douanes ont dès lors un effet protecteur, éducatif pour ces forces productives qu'il s'agit de développer avant de les laisser affronter la concurrence internationale. Ces analyses manifestent donc un certain « retour du territoire » et de ses frontières douanières. Le redécoupage de la carte politique de l'Allemagne effectué au Congrès de Vienne redonne d'ailleurs du sens à un raisonnement en terme de territoire. Mais les économistes libéraux allemands se heurtent, comme les caméralistes, au morcellement douanier de l'Allemagne.

Ce morcellement pose deux types de problèmes récurrents depuis le XVIII^e siècle : il empêche la constitution d'une entité suffisamment vaste pour faire face à des États qui ont déjà constitué un marché national unifié tels que l'Angleterre ou la France, et il s'oppose à la liberté du commerce intérieur que tous préconisent. Ces deux raisons expliquent l'intérêt suscité chez les économistes libéraux par la loi douanière par la Prusse en 1818, abolissant toutes les douanes intérieures. Le morcellement douanier, l'absence d'un « système commercial national », est en effet analysé comme l'une des causes principales de la crise que connaît l'Allemagne dans les années 1820⁸⁵. Cette idée est défendue en 1822 par J.J. Schnell, président depuis 1819 de l'« Association des marchands et fabricants allemands ». Cette association, souvent qualifiée d'« économiquement nationaliste », s'oppose à une politique commerciale extérieure qu'elle juge trop libérale ; Schnell adresse ainsi en 1822 un mémoire à la Diète de Bavière demandant aux rois de Bavière et de Württemberg d'accélérer les négociations d'union douanière avec la Prusse, puisque l'absence de voies commerciales, de moyens de transport et donc de débouchés est la cause de la crise de surproduction que traverse l'Allemagne⁸⁶. Une protection douanière « classique » s'impose car l'Allemagne n'est pas encore prête à affronter la concurrence étrangère. Schnell défend un programme d'intervention étatique sur l'espace de marché en deux temps : il s'agit d'abord d'unifier intérieurement le territoire allemand pour stimuler son développement économique et commercial en y appliquant la liberté du commerce intérieur, mais tout en le protégeant de la concurrence extérieure, pour ensuite, une fois le retard de développement sur l'Angleterre rattrapé, abolir ces protections douanières et établir un libre-échange international.

Schnell formule un certain nombre d'idées qui seront reprises et systématisées quelques années plus tard par F. List : la théorie économique porteuse de l'idée de « Zollverein » est en germe dès les années 1820⁸⁷.

84. J. von SODEN, *Die National-Oekonomie...*, op. cit., Leipzig, vol. 2, 1807, p. 47 et 49.

85. Par exemple par A. LIPS, *Deutschlands National-Oekonomie...*, op. cit., 1830.

86. J. J. SCHNELL, *Denkschrift über die Lage und die Verhältnisse des Handels, der Industrie und des Ackerbaues in Deutschland, besonders aber in Baiern*, 1825 ; ce texte est analysé par M.-E. VOPELIUS, *Die altliberalen Ökonomen...*, op. cit., p. 93-97.

87. Soden, à travers la notion de forces productives, a été l'une des sources de F. List.

Ce « retour » relatif du territoire au sein de l'économie politique libérale allemande, cet appel lancé à l'État pour qu'il régle l'« espace de marché » s'expliquent par plusieurs raisons. Tout d'abord, la *Nationalökonomie* a tendance à approcher les phénomènes économiques en termes éthiques, ce qui s'explique par le héritage du kantisme et, celui plus profond, de l'aristotélisme⁸⁸. Cette approche éthique est centrée sur la satisfaction des besoins matériels de l'individu, devant être assurée par le marché et par l'État qui doit pallier les dysfonctionnements du premier. Les débats sur la répartition de la propriété foncière ou la liberté du commerce des subsistances montrent que cette satisfaction des besoins s'inscrit dans l'espace, et que c'est à l'État qu'il incombe de prendre les mesures de régulation la permettant. Ensuite, l'efficacité des mécanismes du marché étant proportionnelle au degré de développement du pays concerné, la politique économique de l'État joue dans l'espace allemand un rôle fondamental afin de soutenir ce développement à l'échelle nationale, et de permettre, à l'échelle internationale, aux territoires allemands de résister à la concurrence des autres puissances économique européennes. Au total, ces deux raisons expliquent que des sciences camérales à la *Nationalökonomie* (sur la base de présupposés certes très différents), les théoriciens allemands développent une approche juridique et administrative de l'économie : l'État doit définir des normes juridiques permettant de corriger les défauts de l'économie de marché.

Alors que dans le libéralisme anglo-saxon, la légitimation de l'État est politique, puisque l'« État-gendarme » démocratique est chargé de garantir les droits fondamentaux des individus, cette légitimation est, dans le libéralisme allemand, avant tout juridique. Cette différence est peut-être l'une des clefs permettant de comprendre que le libéralisme politique ait été en Allemagne adopté plus tardivement et plus difficilement que le libéralisme économique⁸⁹.

Guillaume GARNER
CERSATES, UMR 8529 CNRS-IFRESI
Université Charles-de-Gaulle-Lille 3,
Pont-de-bois, BP 149
59653 Villeneuve d'Ascq cedex
guillaume.garner@caramail.com

88. B. PRIDDAT, *Der ethische Ton...*, op. cit., p. 17 Sq.

89. Voir B. PRIDDAT : « Nur der halbe Smith... », art. cit., p. 154 Sq.